BANQUE DE FRANCE

EUROSYSTÈME

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2019
COMMISSION DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS DU LOT

Rapport établi conformément à l'article R.712-12 du Code de la consommation[1]

Préambule, la commission de surendettement des particuliers du Lot est compétente pour l'ensemble du département. Elle s'est réunie à 12 reprises au cours de l'année sous revue.

Principaux éléments relatifs à l'activité de la commission

Dépôts de dossiers :

389 dossiers ont été déposés dans le Lot en 2019, ce qui représente une baisse sensible de 14,9% par rapport à 2018. En comparaison, la baisse est de 12,6% en Occitanie et 11,9% en France. Ainsi, on observe que 145 526 dossiers ont été déposés en 2019 sur le territoire national.

La proportion des dossiers redéposés s'établit à 43,88% en 2019 dans le Lot ; elle s'inscrit aussi en baisse de 3,81% par rapport à 2018 (à 47,69%). Cette diminution est plus importante dans le département que celles observées sur les zones comparées. Ainsi en Occitanie, la baisse est de 2,47% points pour un taux de 39.95% en 2019 et en France de 2,12% points pour un taux à 44,02%.

Recevabilité et orientation :

Le nombre de dossier décidés recevables dans le Lot s'établit à 375 en 2019; il est en repli de 5,3% contre 4,8% en Occitanie et 8,4% en France. *Cette évolution doit être appréhendée selon l'évolution des dépôts de -14,9%*
La proportion de dossiers recevables avec bien immobilier – résidence principale – est de 12,27 % en 2019 contre 16,16% en 2018. Au niveau de l'Occitanie, ce taux est de 11,38% en 2019, stable par rapport à 2018 (soit 11,61%) ; quasi identique au taux observé en France avec 11,60% en 2019 (stable aussi sur 2018 soit 11,79%).

28 dossiers ont été considérés irrecevables en 2019 (contre 26 en 2018) soit une proportion quasi-stable de 6% des dossiers déposés. Parmi ces irrecevables, 42,83% des déposants indiquaient un bien immobilier contre 34,62% en 2018.

La Commission du Lot a orienté 385 dossiers en 2019. Ces dossiers ont été orientés vers :
- un rétablissement personnel sans liquidation judiciaire dans 52,21% des cas (contre 52,22% en 2018). En Occitanie, la proportion est de 48,75% et en France de 43,24% en 2019.
- un rétablissement personnel avec liquidation judiciaire dans 2.86% des cas (contre 2,71% en 2018). En Occitanie, la proportion est de 1,73% et en France de 0,95% en 2019.
- un réaménagement de dettes dans 44,94% (contre 45,07% en 2018). En Occitanie, la part est de 49,52% et en France de 55,80% en 2019.

On observe ainsi une réelle stabilité dans la façon dont les dossiers sont orientés d'une année sur l'autre.

Pour mémoire, on peut noter que 54,03% des dossiers orientés en 2019 sont caractérisés par une capacité de remboursement négative et une absence de bien immobilier (contre 57,39% en 2018). En Occitanie, la proportion est de 51,01% et en France de 48,26% en 2019.

---

[1] *« Chaque commission établit un rapport d'activité annuel. Ce rapport fait état de données statistiques sur le nombre des dossiers traités ainsi que les mesures prises ou recommandées par la commission. Il précise la typologie de l'endettement présentée dans ces dossiers et les difficultés de toute nature rencontrées dans leur traitement. Les rapports d'activité des commissions sont transmis à la Banque de France qui en présente la synthèse dans le rapport mentionné à l'article L. 143-1 du code monétaire et financier. »*

Dossiers traités

Comme en 2018, le secrétariat a traité plus de dossiers –soit 432- qu'il n'en a été déposés –soit 389-.

La volonté d'apporter une solution pérenne aux demandeurs a porté ses fruits en 2019 puisque 76,16% des dossiers ont trouvé une telle issue contre 71,77% en 2018 (ce taux est quasi identique au national tandis que l'Occitanie le porte à 79%).

Ainsi, les dossiers traités par la Commission du Lot se décomposent en :

- dossiers clôturés : 4,63% des dossiers traités contre 3,83% en 2018.
- dossiers irrecevables : 6,48% en 2019 contre 5,24% en 2018. En Occitanie, la proportion est de 5,20% et de 4,83% en France en 2019.
- rétablissement personnel sans liquidation judiciaire : 52,08% contre 46,17% en 2018. En Occitanie, la proportion est de 45,43% et de 39,94% en France en 2019.
- accord débiteur sur procédure de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire : 1,62% contre 1,81% en 2018. En Occitanie, la proportion est de 1,36% et de 0,74% en France en 2019.
- plans conventionnels de redressement définitifs (réglant la situation de surendettement ou d'attente) : 7,87% contre 13,31% en 2018. En Occitanie, la proportion est de 8,02% et de 7,82% en France en 2019.
- mesures imposées avec ou sans effacement partiel : 27,31% contre 29,64% en 2018. En Occitanie, la proportion est de 34,02% et en France de 40,39% en 2019.

Au total, dans le Lot en 2019 :

- 6% des dossiers sont décidés irrecevables, contre 5% en Occitanie
- 52% sont proposés en orientation de mesures imposés suite rétablissement personnel sans liquidation judiciaire, contre 45 en Occitanie
- 8% aboutissent à des plans conventionnels de redressement définitifs, à l'identique en Occitanie
- 27% sont proposés en mesures imposés avec ou sans effacement partiel, contre 34 en Occitanie
- 76% aboutissent à des solutions pérennes réglant la situation de surendettement, contre 79 en Occitanie (et en Métropole à l'identique du Lot).

RELATIONS DE LA COMMISSION ET DE SON SECRÉTARIAT AVEC LES AUTRES ACTEURS DE LA PROCÉDURE ET AVEC DES ORGANISMES TIERS

Relations avec les parties prenantes de la procédure	**Nombre de réunions[2]**	**Objectif / Thème de la réunion**
Tribunal ou greffe du tribunal	néant	
Commission de coordination des actions de prévention des actions d'expulsion (CCAPEX)	néant	
Organismes et les travailleurs sociaux (organismes à caractère social, CAF, FSL)	néant	
Rencontre avec l'UNCCAS dans le cadre de la convention nationale	néant	
Associations de défense des consommateurs et des familles, caritatives ou d'aide aux personnes en difficulté financière	*Nombre de réunions : 4* *Nombre de travailleurs sociaux assimilés rassemblés : 60*	Surendettement et inclusion bancaire (Udaf du Lot, 2 MSAP et Gendarmerie du Lot)
Autres parties prenantes : Établissements de crédit de la place, huissiers, chargés de recouvrement, bailleurs…	*Nombre de réunions : 1* *Nbre de participants : 7*	Modalités de l'inclusion bancaire
Autres actions de concertation, d'information ou de formations effectuées (éducation nationale…)	*Nombre de réunions : 1* *Nombre de participants : 20*	Surendettement et inclusion bancaire (BTS Clément Marot)

[2] **(organisées ou participation)**

PRINCIPALES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES DANS LA MISE EN ŒUVRE DE LA PROCÉDURE

Principales difficultés rencontrées quant à l'application de dispositions de la procédure

Néant

Principales difficultés rencontrées au regard de la situation des personnes surendettées

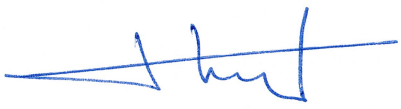
- Modalités de mise en place des mesures ou du plan
- Courriers de l'ensemble de la procédure trop peu lisible par la majorité de ces personnes
- Incompréhension quant à la phrase « vous n'avez plus jusqu'à la fin de la procédure et dans la limite des 2 ans… » qui est assimilée soit à la durée du fichage, soit à la durée du traitement du dossier…en tout cas beaucoup d'incompréhension et de questionnement

Principales difficultés rencontrées auprès des créanciers ou avec d'autres acteurs de la procédure

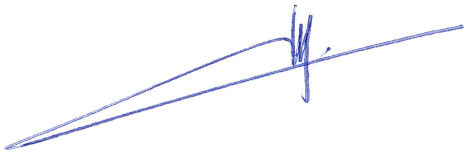
- Trésoreries : difficultés d'accréditation au portail et de déclaration des dettes
- Dettes réactualisées à « zéro » : de plus en plus de créanciers institutionnels ont cette pratique, sans doute pour continuer à recevoir les courriers, pour une traçabilité dans leur comptabilité et pour « passer en perte » plus rapidement en cas d'orientation en mesures imposées suite RP sans LJ, notamment
- Dettes sociales de Pôle Emploi et de la CAF : organismes qui déclarent leurs dettes en « possiblement » frauduleuses ! comment doit-on traiter ces déclarations ?
- Dettes RSI : recours et contestations réguliers de l'URSSAF afin de se voir requalifier la nature de leurs dettes

Date : le 11 février 2020

Le président de la commission



Le secrétaire de la commission



ANNEXE N°1 DU RAPPORT D'ACTIVITÉ
DONNÉES D'ACTIVITE

Indicateurs	2018	2019	variation 2019/2018 en %
Dossiers déposés	**457**	**389**	-14,9%
Proportion de redépôts (sur 12 mois à fin septembre)	47,69%	43,88%	
Proportion de redépôts consécutifs à une suspension d'exigibilité des créances (sur 12 mois à fin septembre)	8,82%	4,34%	
Dossiers décidés recevables par la commission	**396**	**375**	-5,3%
Proportion de dossiers recevables avec résidence principale	16,16%	12,27%	
Dossiers décidés irrecevables par la commission	**26**	**28**	+7,7%
Proportion de dossiers irrecevables avec bien immobilier	34,62%	42,86%	
Dossiers orientés par la commission	**406**	**385**	-5,2%
Proportion de dossiers orientés par la commission avec une capacité de remboursement négative et absence de bien immobilier	57,39%	54,03%	
Proportion de dossiers orientés par la commission vers un rétablissement personnel sans liquidation judiciaire (RP sans LJ)	52,22%	52,21%	
Proportion de dossiers orientés par la commission vers une procédure de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire (PRP avec LJ)	2,71%	2,86%	
Proportion de dossiers orientés par la commission vers un réaménagement de dettes	45,07%	44,94%	
Dossiers traités par la commission (A+B+C+D+E+G)	**496**	**432**	-12,9%
Proportion de dossiers clôturés (y compris constats de non accord qui n'ont pas fait l'objet d'une ouverture des mesures) (A)	3,83%	4,63%	
Proportion de dossiers décidés irrecevables (B)	5,24%	6,48%	
Proportion de mesures imposées suite RP sans LJ (C)	46,17%	52,08%	
Proportion d'accords débiteur sur PRP avec LJ (D)	1,81%	1,62%	
Proportion de plans conventionnels de redressement définitifs (E)	13,31%	7,87%	
Proportion de plans conventionnels de redressement définitifs réglant la situation de surendettement (F)	5,24%	2,08%	
Proportion de plans conventionnels de redressement définitifs d'attente (consistant en un réaménagement ou un report des dettes)	8,06%	5,79%	
Proportion de mesures imposées avec effacement partiel ou sans effacement (G)	29,64%	27,31%	
Proportion de mesures imposées avec effacement partiel ou sans effacement réglant la situation de surendettement (H)	18,55%	20,37%	
Proportion de mesures imposées avec effacement partiel réglant la situation de surendettement	9,48%	10,88%	

Proportion de mesures imposées d'attente sans effacement (consistant en un réaménagement ou une suspension d'exigibilité des créances)	11,09%	6,94%	
Proportion de solutions pérennes réglant la situation de surendettement (C+D+F+H)	71,77%	76,16%	
Décisions du juge infirmant la décision d'irrecevabilité ou de déchéance de la commission, à la suite d'un recours (sur 12 mois à fin septembre)	**18**	**14**	
Décisions du juge infirmant la décision de recevabilité de la commission, à la suite d'un recours (sur 12 mois à fin septembre)	**3**	**2**	

STRUCTURE DES DÉCISIONS DE LA COMMISSION

	Données commission	Données région	Données nationales
Part des dossiers décidés irrecevables par la commission*	**6%**	**5%**	**5%**
Part des accords commission sur Mesures imposées suite RP sans LJ*	**52%**	**45%**	**40%**
Part des plans conventionnels conclus*	**8%**	**8%**	**8%**
Part des accords commission sur mesures imposées avec effacement partiel ou sans effacement*	**27%**	**34%**	**40%**
Taux de solutions pérennes réglant la situation de surendettement*	**76%**	**79%**	**76%**

***en % de dossiers traités**

ANNEXE N° 2 DU RAPPORT D'ACTIVITÉ
TYPOLOGIE DE L'ENDETTEMENT

Nom commission	Type de dettes	Encours des dettes en milliers €	Nombre de situations recevables	Nombre de dettes	Part dans l'endettement global	Part des situations concernées	Endettement médian en €	Nombre médian de dettes par situation
commission	**Dettes financières**	10 085	287	1 115	66,8%	74,5%	12 048	3,0
	dont dettes immobilières	5 499	53	98	36,4%	13,8%	88 854	2,0
	dont dettes à la consommation	4 284	248	811	28,4%	64,4%	9 876	2,0
	dont autres dettes financières	301	167	206	2,0%	43,4%	750	1,0
	Dettes de charges courantes	2 187	316	1 381	14,5%	82,1%	3 572	4,0
	Autres dettes	2 818	204	439	18,7%	53,0%	1 527	2,0
	Endettement global	15 090	385	2 935	100,0%	100,0%	13 962	6,0

Rapport d'activité des commissions (Endettement)
Occitanie

Type de dettes	Encours des dettes en milliers €	Nombre de situations recevables	Nombre de dettes	Part dans l'endettement global	Part des situations concernées	Endettement médian en €	Nombre médian de dettes par situation
Dettes financières	**392 237**	**9 856**	**44 200**	**70,4%**	**83,6%**	**14 435**	**3,0**
dont dettes immobilières	*193 993*	*1 697*	*2 880*	*34,8%*	*14,4%*	*96 114*	*1,0*
dont dettes à la consommation	*188 806*	*8 760*	*34 819*	*33,9%*	*74,3%*	*12 065*	*3,0*
dont autres dettes financières	*9 438*	*5 221*	*6 501*	*1,7%*	*44,3%*	*841*	*1,0*
Dettes de charges courantes	**62 036**	**9 318**	**36 117**	**11,1%**	**79,0%**	**3 376**	**3,0**
Autres dettes	**102 517**	**6 857**	**15 797**	**18,4%**	**58,1%**	**1 870**	**2,0**
Endettement global	**556 789**	**11 796**	**96 114**	**100,0%**	**100,0%**	**18 291**	**7,0**

Rapport d'activité des commissions (Endettement)
Métropole

Type de dettes	Encours des dettes en milliers €	Nombre de situations recevables	Nombre de dettes	Part dans l'endettement global	Part des situations concernées	Endettement médian en €	Nombre médian de dettes par situation
Dettes financières	**4 446 515**	**113 432**	**520 669**	**73,4%**	**84,1%**	**14 810**	**4,0**
dont dettes immobilières	*2 118 403*	*19 343*	*33 139*	*34,9%*	*14,3%*	*93 930*	*1,0*
dont dettes à la consommation	*2 228 869*	*101 509*	*411 606*	*36,8%*	*75,3%*	*12 684*	*3,0*
dont autres dettes financières	*99 243*	*60 577*	*75 924*	*1,6%*	*44,9%*	*800*	*1,0*
Dettes de charges courantes	**780 240**	**109 141**	**430 773**	**12,9%**	**80,9%**	**3 611**	**3,0**
Autres dettes	**835 061**	**74 814**	**166 686**	**13,8%**	**55,5%**	**1 791**	**2,0**
Endettement global	**6 061 816**	**134 865**	**1 118 128**	**100,0%**	**100,0%**	**18 952**	**7,0**